

Pourquoi les mesures de la BRH
contre la rareté du dollar
sont-elles inefficaces ?

Les enjeux d'un taux de change
instable pour le secteur textile

Les TPE et les PME haïtiennes
durement frappées par la crise

DevHaiti[©]

Le Magazine du développement

Qui contrôle le taux de change en Haïti?



Expérience au Service de toutes les Générations



#27

15/7/ 2021

2020 -2030 Une décennie d'action

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Acenel LAURENT, Melissa PHILIDOR, Hansy MARS, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélony BIEN-AIMÉ.

Un marché local des changes à plusieurs vitesses

Une grande jubilation a été notée du côté des autorités politiques après la nette appréciation de la gourde haïtienne par rapport au dollar américain enregistrée au cours des derniers mois de l'année 2020. En effet, le billet vert était passé de plus de 120 gourdes à la mi-août 2020, sur le marché local des changes, à moins de 70 gourdes en octobre 2020. La satisfaction de ces autorités a été d'autant plus grande que cette appréciation avait causé une certaine diminution en moyenne des prix des biens et services au niveau de l'économie nationale. Le taux d'inflation, calculé en rythme annuel, allait se retrouver en-dessous de la barre de 20% renforçant le pouvoir d'achat très faible d'une grande partie de la population haïtienne.

La célébration n'a pas trop duré, au grand dam des autorités gouvernementales. Les autorités monétaires, en dépit de leurs multiples interventions sur le marché des changes, n'ont pas pu maintenir le taux de change du dollar par rapport à la monnaie locale à moins de 80 gourdes. Les pressions exercées par la Banque des banques sur les institutions financières pour leur faire respecter le taux de référence calculé par la BRH ont donné lieu à différents taux sur les marchés officiel et informel des changes en Haïti. À l'intérieur des banques commerciales, les demandeurs de la devise américaine rencontrent jusqu'à présent beaucoup de difficultés pour obtenir la quantité désirée au taux affiché par l'institution financière. Ils ont donc recours au marché informel pour acquérir la différence à un taux nettement supérieur, dépassant la barre psychologique de 100 gourdes.

Expliquant récemment l'évolution du marché local des changes à des membres du secteur privé des affaires, le professeur Joseph Harold Pierre, économiste, n'écarte pas la possibilité que le dollar américain retrouve le niveau d'avant août 2020, soit plus de 120 gourdes d'ici la fin de cette année. Il estime que la relance de l'économie mondiale (post-COVID)

causant une certaine augmentation des prix des matières premières sur les marchés internationaux et l'interminable crise politique locale sont à la base de la dépréciation continue de la monnaie haïtienne par rapport au "green back". M. Pierre a indiqué que les facteurs structurels comme l'indiscipline fiscale, le niveau élevé du service de la dette et la faiblesse de la production nationale entravent l'efficacité des mesures monétaires adoptées par la Banque centrale.

Il importe de souligner que les mesures monétaires adoptées pour une gourde plus forte n'ont pas fait que des "heureux". En fait, le renforcement de la monnaie locale n'est pas souhaité par les acteurs du secteur exportateur comme le secteur de l'assemblage, l'une des principales sources de devises de l'économie nationale. L'homme d'affaires dominicain, Fernando Capellan, qui évolue dans le secteur d'assemblage dans la région Grand Nord d'Haïti, a rappelé comment dans son pays une appréciation similaire avait créé de sérieux problèmes dans l'économie dominicaine. Il a averti les autorités locales sur les impacts négatifs d'une soudaine appréciation trop forte de la gourde. Selon lui, ce scénario rend l'économie haïtienne moins compétitive et forcerait les entreprises dans le secteur d'assemblage à licencier des employés.

La dernière vague de COVID-19 qui a frappé le pays au cours des dernières semaines et l'aggravation de la crise politique à quelques mois du 7 février 2022 constituent des facteurs de fortes pressions sur la gourde haïtienne pour les mois à venir. Les autorités monétaires ne pourront pas arrêter cette vague. Avec un dollar américain à plus de 100 gourdes en dehors du marché formel des changes et en raison de la faible croissance du PIB en 2021, les pressions inflationnistes seront maintenues et la réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté dans le pays ne sera pas pour demain.

Pourquoi les mesures de la BRH contre la rareté du dollar sont-elles inefficaces ?

Le professeur Joseph Harold Pierre prévoit que le taux de change terminera cette année, dans les meilleurs des cas, aux environs de 125 gourdes pour un dollar, compte tenu de la relance de l'économie mondiale, de l'augmentation des prix des matières premières et de la crise politique locale.



Joseph Harold Pierre, économiste

Dans sa volonté d'aider à comprendre les questions économiques, l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) a organisé le vendredi 18 juin dernier un webinaire sur la capacité des mesures prises par les autorités gouvernementales à résoudre le problème de la rareté du dollar. Avec le présentateur, le professeur Joseph Harold Pierre, l'objectif était de voir si les interventions de la Banque de la République d'Haïti (BRH) peuvent à la fois rendre le dollar disponible pour les agents économiques, réduire le marché des changes informel et stabiliser le taux de change.

D'entrée de jeu, le professeur a rappelé que la crise confrontée par le pays a débuté en 2014 et s'est intensifiée à partir de 2019. Pendant deux ans, soit du 29 mai 2019 au 11 mai 2021, onze (11) mesures ont été adoptées par les autorités : deux (2) en 2019, quatre (4) en 2020 et cinq (5) en 2021. Une mesure qui a clairement montré l'acuité de la crise est la circulaire 114-2 du 18 septembre 2020 qui fait obligation aux maisons de transfert de payer en gourdes à moins que l'argent ait été déposé sur un compte en dollar.

L'économiste Joseph Harold Pierre a montré au moyen de théories et de graphiques que les mesures adoptées ne pourront pas résoudre la crise, car

celle-ci, argumente-t-il, n'est pas d'ordre monétaire. Voilà pourquoi les injections massives et courantes depuis 2017 de la BRH n'ont pas donné les résultats escomptés en termes de stabilisation du taux de change et encore moins de disponibilité du dollar.

Il souligne que, contrairement à ce qu'on pourrait espérer, ces injections n'ont pas eu d'impact sur les taux d'intérêts des banques commerciales mais ont influencé les attentes des agents économiques. Toujours selon lui, les interventions sur le marché des changes indiquent qu'il faut épargner en dollar. Il en résulte que 70% de l'économie haïtienne est dollarisée.

Le professeur Joseph Harold Pierre prévoit que le taux de change terminera cette année, dans les meilleurs des cas, aux environs de 125 gourdes pour un dollar, compte tenu de la relance de l'économie mondiale, de l'augmentation des prix des matières premières et de la crise politique locale.

Le conférencier affirme que la crise du dollar est la résultante de l'environnement macroéconomique et d'un manque de discipline dans les dépenses publiques.

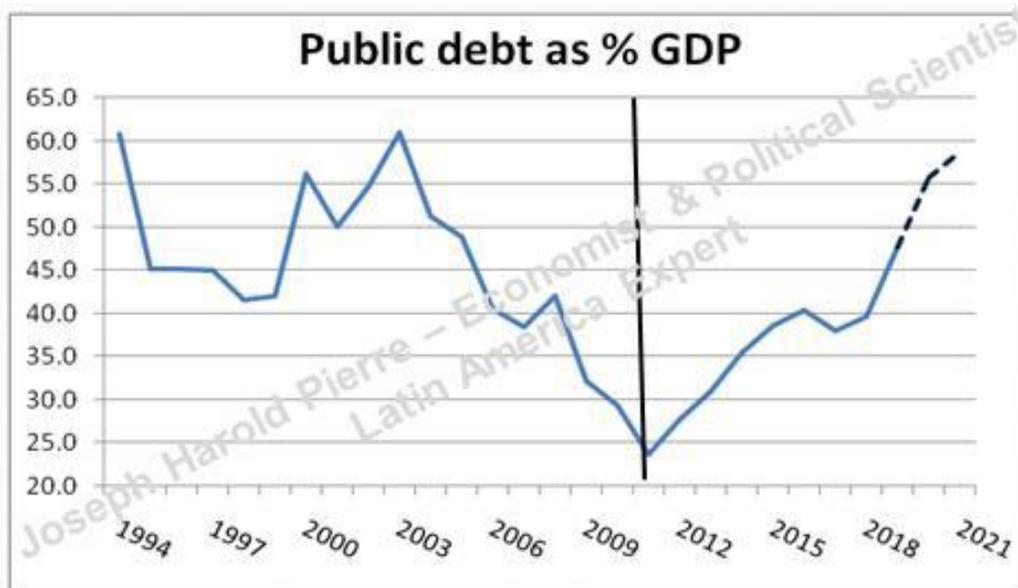


L'environnement macroéconomique s'explique par la balance commerciale qui accuse d'un déficit croissant avoisinant les 25% du PIB, soit plus de 3.5 milliards de dollars. M. Pierre estime que ce problème d'ordre structurel ne peut pas être résolu à court terme. Il requiert des investissements massifs dans des produits que l'on peut exporter. Il a cité, à la lumière de certains pays de l'Amérique latine, des zones franches dont le fonctionnement nécessite très peu de compétences techniques et où le grand nombre de jeunes au chômage pourra travailler.

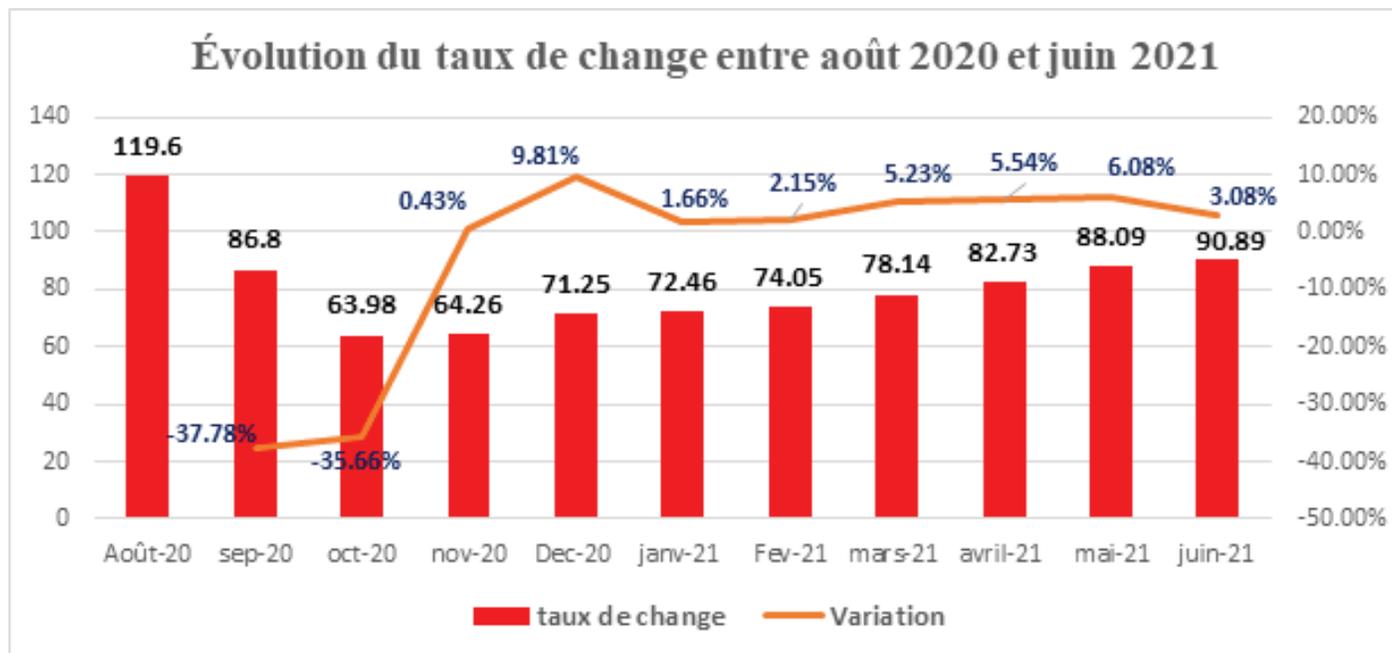
Le manque de discipline fiscale, pour sa part, s'explique par la dette très élevée d'Haïti équivalant à environ 50% du PIB, alors que le niveau conseillé pour un pays à faible revenu comme Haïti est de 30%. Pour s'en sortir, les dépenses doivent se fonder sur les principes du budget crédible, c'est-à-dire qu'il soit élaboré en fonction des politiques publiques, que son exécution soit prévisible et contrôlé, que toutes les dépenses soient comptabilisées et rapportées, et qu'enfin tout le processus soit suivi d'un audit externe.

Avec analyse judicieuse de certains pays de l'Amérique latine, notamment le Brésil, l'Équateur et le Mexique, le professeur a clairement montré que les mesures de la BRH ne pourront pas résoudre le problème de la rareté du dollar, d'autant plus qu'elles ne sont pas accompagnées d'aucune discipline fiscale, laquelle dépasse les compétences de la banque centrale mais dépend de l'administration centrale.

En somme, suivant l'expert en macroéconomie et politique monétaire, si l'adoption de certaines mesures telles que le SWAP pourrait alléger la crise de la rareté du dollar, le problème ne peut pas être résolu par la BRH, car il n'est pas monétaire, mais plutôt fiscal et d'origine macroéconomique. Au moment présent, seules des dépenses publiques



Ce qu'il faut savoir de la nouvelle décote de la gourde par rapport au dollar



Depuis ces trois derniers exercices fiscaux, la stabilité de la gourde échappe au contrôle des autorités haïtiennes. L'instabilité de la gourde nuit grandement au calcul et prévisions des agents économiques nationaux et internationaux. Entrepolitiques économiques inefficaces/ineffectives et une absence structurelle de production, la valeur de la gourde par rapport au dollar s'est effondrée.

Entre août 2017 et août 2020, la monnaie locale est passée de 62.6 à 119.6 gourdes pour un dollar, soit une chute de 91.05%. À partir du mois d'août 2020, elle allait connaître une remontée spectaculaire de 36.78% en glissement mensuel.

Toutefois, ce regain de force de la monnaie nationale n'a pas suivi une tendance durable. Au second trimestre de l'exercice fiscal 2020-2021, la gourde est repartie à la baisse. En effet, depuis novembre 2020, il est constaté une variation mensuelle positive du taux de change de la gourde par rapport au

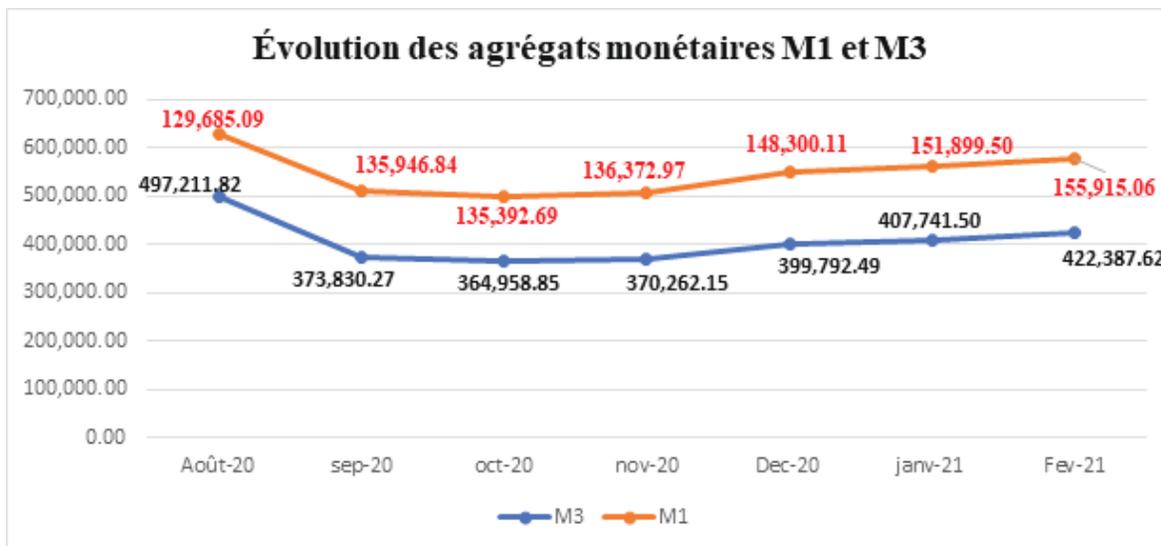
dollar, avec parfois des pics supérieurs à 6%. Entre octobre 2020 et juin 2021, la gourde est passée de 63.98 à 90.89 pour un dollar soit une chute de 42.06%.

Comment expliquer cette nouvelle tendance baissière d'une monnaie qui a fait état d'une performance extraordinaire huit mois plus tôt ? Cette tendance est-elle corrélée avec les résultats au niveau de l'économie réelle et monétaire haïtienne et la situation des finances publiques ?

Si la masse monétaire est essentiellement un déterminant de la santé interne (inflation) d'une monnaie nationale, elle peut, dans certains cas, avoir des impacts directs et indirects sur ses résultats externes. Cette relation est bien documentée dans la théorie économique. Les statistiques entre août 2020 et février 2021 ont, en effet, montré que la tendance de la variation des agrégats monétaires M3 et M1, est quasiment la même avec celle du taux de change. Toute chose étant égale par ailleurs,

l'agrégat M3 a connu une baisse de 36.23% entre août et octobre 2020, qui est temporellement corrélée avec une montée de la valeur de la gourde de 46.5%. Après le mois d'octobre 2020, les deux indicateurs sont repartis avec une tendance

similaire et positive. Cela laisse prétendre qu'à mesure que l'agrégat M3 part à la hausse, cela n'a pas uniquement des conséquences inflationnistes, mais aussi en termes de taux de change.



Une investigation plus approfondie des possibles causes de la nouvelle décote de la gourde par rapport au dollar ne peut s'arrêter que sur les possibilités monétaires. La dynamique de l'économie réelle doit être aussi analysée particulièrement pour la même période. Si le pays est structurellement dans une crise de production, l'analyse des variations des indicateurs de l'économie réelle peut nous mettre sur une meilleure piste de compréhension de la nouvelle décote monétaire.

Au niveau du secteur externe, les données préliminaires de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont fait état d'une détérioration importante de la balance commerciale et de l'augmentation des transferts privés sans contrepartie. Le solde commercial entre octobre 2020 et février 2021 a atteint -1 495.6 millions de dollars contre -948.4 millions sur la même période de l'exercice précédent. Ces résultats sont constatés malgré une reprise de l'économie mondiale.

Les importations sur les cinq premiers mois de l'exercice fiscal 2020-2021 ont crû de 37,7 % pour un niveau annualisé de 1 884.3 millions de dollars.

Cette fuite de devise n'a pas pu être compensée par les transferts sans contrepartie qui ont même reculé de 6.3% entre les premier et deuxième trimestres de l'exercice fiscal 2020-2021. Dans un pays qui ne connaît quasiment pas d'Investissements Directs Étrangers (IDE), ces résultats nous laissent avec une position extérieure globale défavorable qui a des impacts sur la décote de la gourde.

Du côté des finances publiques, la capacité de l'État à mobiliser des ressources domestiques au cours du deuxième trimestre 2021 s'est affaiblie à cause d'un climat d'affaires et d'une conjoncture sociopolitique troublés. Les ressources collectées par l'État sur les six premiers mois de l'exercice ont été chiffrées à 130 464,06 MG dont 47 946,3 MG de recettes fiscales. Ces dernières ont été insuffisantes pour couvrir les décaissements totalisant 154 032,10 MG dont 90 235,87 MG de dépenses budgétaires effectuées par l'État sur la période. Par conséquent, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit du Trésor financé, en partie, par la BRH à hauteur de 33 108,50 MG. Cet exercice de monétisation a nécessairement des impacts sur le cours de la gourde à l'interne et à l'externe.

En somme, après avoir connu une montée spectaculaire, la gourde est repartie à la baisse par rapport au dollar depuis le mois de novembre dernier. Cette baisse s'accélère durant le second trimestre de l'exercice fiscal 2020-2021, marqué par des résultats négatifs au niveau de l'économie réelle, monétaire et des finances publiques. Il est d'une importance

majeure pour l'État haïtien et les autorités monétaires en particulier de stabiliser la valeur externe de la gourde. Sa chute et sa volatilité ont non seulement des conséquences néfastes pour l'économie, car nuisible au calcul rationnel des agents, mais aussi sociales, dans le sens qu'elles favorisent la vie chère.

Les enjeux d'un taux de change instable pour le secteur textile



Fernando Capellan, Président-directeur général du Grupo M & Codevi

Pendant plusieurs mois durant l'année 2020, la gourde a atteint un niveau record. Au 16 août 2020, le taux de change de référence de la gourde s'établissait à 120,7138 gourdes pour 1 dollar américain. Après cette décote, une remontée spectaculaire allait être enregistrée avec le taux qui est passé au 30 septembre à 67 gourdes à l'achat avant de retomber à 62 gourdes en octobre 2020.

Cette tendance baissière s'est prolongée pendant un temps moyennant des injections massives par la Banque centrale de plus de dollars que nécessaire sur le marché. En effet, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a injecté sur la période 150 millions de dollars sur le marché après avoir mis en œuvre d'autres mesures notamment une surveillance plus stricte des maisons de transfert.

À grands renforts de circulaires, la BRH est parvenue à créer une rareté du billet vert sur le marché formel tout en renforçant le circuit informel avec la pratique d'une kyrielle de taux dont le taux moyen d'acquisition de la BRH, le taux des banques commerciales, le taux des cambistes dans les rues, le taux pour de petits montants et un autre pour des montants plus importants, pour ne citer que ceux-là. Cette instabilité peut avoir de lourdes conséquences pour des secteurs fragiles comme le secteur de la sous-traitance par exemple, et de fait, elle est responsable de la perte de bon nombre d'emplois dans le secteur et plusieurs propriétaires d'usine ont fermé boutique.

Rappelons tout de même que le secteur de la sous-traitance constitue le deuxième plus grand employeur du pays, après l'administration publique, le premier employeur privé et compte pour 90% des exportations nationales tout en étant la deuxième source de rentrées de devises après les envois de fonds.

Au mois de septembre de l'année dernière, sans surprise aucune, les responsables dans le secteur textile se trouvaient dans une grande préoccupation face à la situation inédite d'appréciation de la gourde face au dollar américain.

À juste titre, les perspectives pour le secteur à l'époque avec l'appréciation de la gourde face au dollar étaient pour le moins désastreuses, et faisaient craindre un éventuel scénario similaire à ce qui s'est produit en République Dominicaine en 2004-2005 où plus de 100,000 emplois ont disparu suite à la soudaine forte appréciation du peso dominicain.

Presqu'une année plus tard, les sentiments d'inquiétude et de préoccupation sont quasiment les mêmes chez Fernando Capellan, un investisseur dominicain installé à Ouanaminthe depuis maintenant 18 années, et pesant à lui seul 14 000 emplois dans le secteur textile.

Le patron du Grupo M, propriétaire de la Compagnie de développement industriel (CODEVI), de passage à Washington, au moment où nous l'avons contacté, pour sensibiliser des législateurs américains sur le renouvellement de la loi Hope/Help pour Haïti, a une nouvelle fois exprimé ses angoisses pour les emplois dans ses usines qui risquent de ne pas pouvoir résister à une brutale appréciation de la monnaie nationale.

Depuis lors, Capellan n'a cessé d'alerter les autorités haïtiennes sur le fait qu'une forte appréciation de la gourde face au dollar peut entraîner une perte de la compétitivité et la faillite généralisée de beaucoup d'entreprises avec à la clé la perte d'une quantité importante d'emplois dans le secteur.

Le président de CODEVI, Fernando A. Capellán, ne rate jamais une occasion de rappeler qu'en République Dominicaine, entre 2004 et 2005, environ 115,000 emplois formels ont été perdus, uniquement dans le secteur du textile.

À l'époque, la devise a atteint environ 70 gourdes pour 1 dollar américain rendant ainsi insoutenable les coûts d'opération dans le secteur puisqu'aux dires de Capellan, par exemple, son entreprise tablait sur un budget et des prix fixés suivant un taux de change projeté de 98 gourdes pour 1 dollar américain pour l'année fiscal 2019-2020.

L'homme d'affaires dominicain souligne également l'effet boule de neige qu'une forte appréciation de la gourde entraîne dans son sillage avec les produits de première nécessité qui rarement n'ont connu de diminution proportionnelle à l'appréciation de la monnaie.

Pour un pays comme Haïti, où la génération de devises provient presque exclusivement des transferts de la diaspora et de l'exportation des usines textiles, un taux de change instable peut avoir des conséquences terribles et irréversibles au niveau économique, productif, politique et au niveau de la population en général.

De la résilience des envois de fonds, véritable bouée de sauvetage des pays en développement



Logo IDFR 2021

La Journée internationale des envois de fonds à la famille parfois désignée par l'acronyme anglais IDFR et adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, est célébrée le 16 juin. Cette journée met à l'honneur les plus de 200 millions de travailleuses et travailleurs migrants qui envoient de l'argent à plus de 800 millions de membres de leur famille dans leur pays d'origine. Elle souligne également la grande résilience des travailleurs migrants face à l'insécurité économique, aux catastrophes naturelles et climatiques, et à la pandémie. Désormais reconnue au niveau mondial, la Journée fait partie des initiatives majeures en vue de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (objectif 20), qui préconise une réduction des coûts de transfert et une plus grande inclusion financière grâce aux envois de fonds.

Les envois de fonds, ou « paiements transfrontières de personne à personne d'un montant relativement modeste », sont d'une importance capitale pour le monde en développement. Les envois de fonds individuels peuvent être « d'un montant relativement modeste », mais ils sont collectivement trois fois plus importants que le montant total mondial de l'aide publique au développement. Les envois de fonds couvrent de nombreux besoins de base des ménages et aident à l'acquisition de compétences et la création de débouchés grâce à l'éducation et à l'entrepreneuriat. Ces ressources constituent un levier de transformation aussi bien pour les ménag

es que pour les collectivités locales, et permettent à de nombreuses familles d'atteindre leurs « propres objectifs de développement durable ».

Les flux d'envois de fonds ont été multipliés par cinq au cours des 20 dernières années, jouant un rôle anticyclique durant les périodes de ralentissement économique dans les pays bénéficiaires. La COVID 19 a mis à l'épreuve la résistance des envois de fonds à l'échelle mondiale. Toutefois, les prévisions initiales qui tablaient sur un net repli ont grandement sous-estimé la résilience des envois de fonds. D'après un rapport publié en mai 2021 par la Banque mondiale, les envois de fonds ont diminué de 1,6% seulement en 2020, s'établissant à 540 milliards d'USD, contre 548 milliards d'USD en 2019. La résilience de ces flux n'a rien de surprenant. Les envois de fonds représentent l'aspect financier du contrat social qui lie les personnes migrantes à leur famille dans le pays d'origine. Si le montant total de ces flux se compte en milliards, le chiffre le plus important pour les familles est celui des fonds qu'elles reçoivent chaque mois, de l'ordre de 200 à 300 USD en moyenne.

La résilience des envois de fonds a également été renforcée par les changements de comportement observés parmi les personnes migrantes et les membres de la diaspora au cours de l'année écoulée. Au nombre de ces changements figurent le recours accru à l'épargne, la plus grande utilisation des canaux d'envoi formels, et l'augmentation du nombre de personnes migrantes envoyant de l'argent dans leur pays d'origine pour la première fois. La dépréciation de la monnaie locale des pays bénéficiaires et le soutien accru des pouvoirs publics aux personnes migrantes en situation régulière dans les pays d'accueil pendant la pandémie ont également joué un rôle.

L'accélération de l'adoption des technologies numériques par les travailleuses et travailleurs migrants et leurs familles a constitué l'un des principaux catalyseurs des envois de fonds formels en 2020. La numérisation des virements en ligne et sur téléphones mobiles a stimulé les flux d'envois de fonds pendant cette période difficile. À eux seuls, les envois de fonds par téléphone portable ont augmenté de 65% en 2020, pour atteindre 12,7 milliards d'USD (GSM Association, 2021). Cette tendance s'est confirmée à la faveur des mesures de confinement et des règles de distanciation sociale qui ont poussé les expéditeurs et les destinataires à délaisser les canaux informels et les espèces. Les canaux numériques sont moins coûteux que les virements et ont renforcé l'adoption de l'argent mobile, faisant ainsi progresser l'inclusion financière des personnes migrantes et de leurs familles.

À l'occasion de la Journée internationale des envois de fonds à la famille, l'Organisation des Nations Unies salue la détermination et la résilience de l'esprit humain dont font preuve les travailleuses et travailleurs migrants. Elle appelle également les pouvoirs publics, le secteur privé, les organisations de développement et la société civile à promouvoir, pour les envois de fonds, des solutions numériques et financières qui favorisent une meilleure résilience et une plus grande inclusion sur le plan social et économique.

Quelques chiffres...

- Chaque année, plus de 200 millions de travailleuses et travailleurs migrants envoient des fonds depuis plus de 40 pays à revenu élevé, à plus de 800 millions de proches situés dans plus de 125 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
- Les envois de fonds à la famille ont des répercussions directes dans la vie de plus d'un milliard de personnes, soit un habitant de la planète sur sept.

- Au niveau mondial, les envois de fonds sont trois fois plus importants que l'aide publique au développement et dépassent les investissements étrangers directs.
- On ne connaît pas encore le plein effet de la COVID-19. Toutefois, en 2020, les envois de fonds officiellement enregistrés en direction des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont atteint 540 milliards d'USD, en baisse de seulement 1,6% par rapport aux 548 milliards d'USD comptabilisés en 2019.
- Plus de la moitié des fonds envoyés en 2020 étaient destinés aux zones rurales, où les envois de fonds « comptent le plus ».
- Les envois de fonds par téléphone portable ont augmenté de 65% durant l'année 2020.
- C'est au-delà de ces chiffres cumulés que l'on trouve le chiffre le plus important: les 200 ou 300 USD que constituent les envois de fonds mensuels. Les envois de fonds reflètent le volet financier du contrat social qui lie les travailleuses et travailleurs migrants à leur famille dans leur pays d'origine. Ils représentent, en moyenne, 60% du revenu des ménages et permettent à des dizaines de millions de familles d'atteindre leurs propres objectifs de développement durable.
- Dans 70 pays, les envois de fonds représentent plus de 4% du PIB.

<https://www.ifad.org/fr/idfr>

Les TPE et les PME haïtiennes durement frappées par la crise

Graphe 2.2: Répartition des entreprises suivant leur catégorie

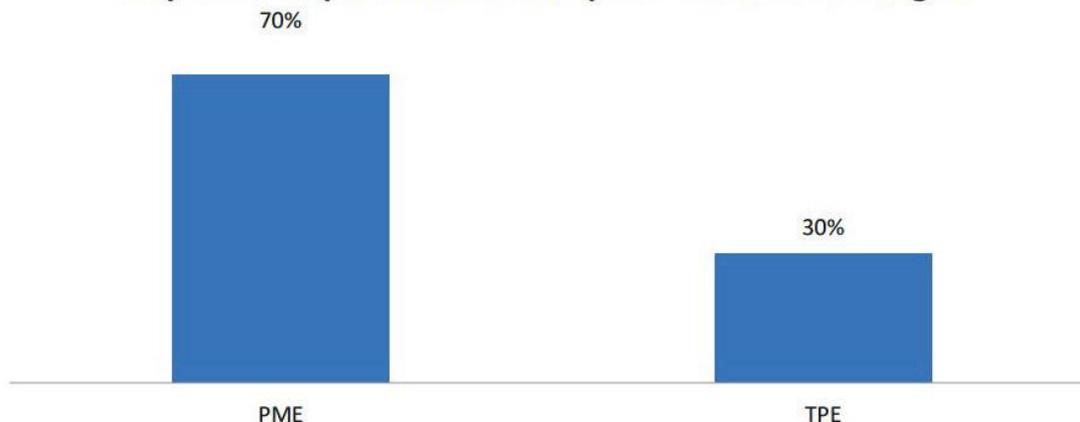


Photo crédit: RAPPORT D'ÉTUDE DE L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES TPE ET LES PME (AGERCA)

Huit (8) dirigeants d'entreprises sur dix (10), soit 78% des entreprises confirment que leurs ventes ont baissé, tandis qu'un dirigeant sur 10 soit 11% d'entre elles, déclarent que leurs ventes sont, soit stables soit à la hausse. C'est ce que révèle le rapport d'une **étude mesurant « l'Impact de la pandémie de Covid-19 sur les Très petites entreprises (TPE) et sur les Petites et moyennes entreprises (PME) » diligentée par l'Alliance pour la gestion des risques et la continuité des Activités (AGERCA)**. Cette étude a aussi permis de déceler que 30% des entreprises soit un total de 24 des 81 entreprises sont des TPE contre 70% soit 57 constituent des PME. Suivant que le nombre d'employés soit inférieur à 10 (TPE) et compris entre 10 et 250 (PME).

Parmi les 81 entreprises qui ont pris part à l'enquête, 72 soit 89% d'entre elles, estiment que la crise sanitaire de Covid-19 a eu un impact sur leurs activités tandis que 9 d'entre elles, soit 11% estiment le contraire. Ces entreprises sont issues pour la grande part du département de l'Ouest (19), plus précisément de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, de la commune de Delmas ; ainsi que du département de l'Artibonite (11), du Centre (10) et du Nord (10). 74 soit 91% des entreprises interrogées sont détentrices d'une patente délivrée par la Direction générale des Impôts (DGI), de même 56 d'entre elles, soit 69% sont enregistrées au

ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI). De plus, pour le financement, 47 de ces entreprises soit 58% ont eu recours à un emprunt afin de poursuivre leurs activités d'exploitation.

Le rapport d'étude réalisé par la firme Haïti efficace montre que les mesures de soutien annoncées par le gouvernement Haïtien en vue de diminuer l'impact de la crise sanitaire sur l'ensemble du territoire ont été nombreuses mais avec de piètres résultats. « Notamment, les données collectées auprès des 81 entreprises sujet à l'enquête montrent clairement que 98% des entreprises soit 79, affirment n'avoir reçu aucun soutien de la part du gouvernement Haïtien, alors que 2 entreprises soit 2% de l'effectif total déclarent avoir reçu un soutien du gouvernement. Ce qui montre l'absence du gouvernement en tant qu'entité de régulation à supporter les entreprises durant la crise de COVID-19.

« En termes de défis rencontrés, la crise sanitaire a eu un effet négatif sur l'activité des entreprises via les difficultés d'accès aux clients en raison de restrictions de mobilité ou de baisse de la demande (52%) ; de même que les difficultés d'accès aux clients en raison des restrictions de mobilité imposées par le gouvernement (56%) en raison aussi de l'augmentation du taux de change »,

soulignent les auteurs de l'étude dont les données ont été collectées entre la période comprise entre le 31 août et le 19 septembre 2020,.

Parmi les 72 entreprises frappées par la crise sanitaire, 76% d'entre elles estiment que la crise a eu un impact très élevé sur leurs activités, alors que 3% estiment que l'impact a été très faible. Peu nombreux ont été ceux qui n'ont pas ressenti les effets de la crise. Les conséquences négatives ont été aussi ressenties au niveau du fonctionnement des entreprises. Car, la majorité d'entre elles ont déclaré avoir subi l'impact de la pandémie, ne fonctionnait pas totalement et non plus à pleine capacité. Ce qui a favorisé une baisse du niveau de trésorerie pour la plupart et une baisse du niveau de leur vente.

Les mesures adoptées pour atténuer l'impact de la crise a eu des effets négatifs tant au niveau des entreprises et de la société en général car, cela a entraîné des licenciements et des suspensions et ainsi augmentant le niveau de chômage dans l'écon

omie (sur 2 099 employés, 142 individus ont été soit licenciés ou suspendus). Au regard de l'importance de l'impact de la Covid-19 sur l'activité de ces entreprises, les chefs d'entreprises ont formulé des recommandations à l'endroit du gouvernement haïtien et de toutes autres autorités légales.

En effet, les principales attentes des chefs d'entreprises sont énumérées comme suit accompagné de la proportion de ceux qui ont fait les propositions : « accorder des prêts aux entreprises ou garanties de prêts (27%) ; prêts concessionnels ou garanties de prêts (54%) ; report de remboursement de prêt (période de grâce) (36%) ; subventions salariales partielles ou totales (70%) ; subvention pour le loyer ou les charges de services publics (67%) ; report pour le loyer (11%) ; formation et assistance technique pour les solutions commerciales numériques (48%) ; subvention pour les fournitures de produits, intrants, technologies ou services (48%) ; réductions d'impôts (63%) ; report des paiements d'impôts (20%).

Covid-19 n'a pas tout emporté...

En dépit des craintes suscitées par la crise née de la propagation de la pandémie de Covid-19 à l'échelle mondiale, tout n'est pas perdu. Les vaccinations, la reprise lente aux Etats-Unis, les 540 milliards de dollars d'envois de fonds en 2020, laissent entrevoir le bout du tunnel.



Michal Rutkowski, directeur mondial du pôle Protection sociale et emploi de la Banque mondiale

Quand l'OMS a annoncé le 11 mars 2020 que le niveau de propagation de la Covid-19 lui vaut l'appellation de pandémie, les craintes commencèrent dès lors à se préciser. Pays après pays, les

mesures de restrictions se sont imposées jusqu'à affecter l'économie mondiale. Les pays à faibles revenus craignaient le pire. En ce qui concerne Haïti, même si le pays a enregistré officiellement ses premiers cas dès mars 2020, il a été globalement épargné en comparant ses chiffres de victimes aux centaines de milliers d'infectés et de morts enregistrés notamment en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe.

«Alors que la Covid-19 exerce toujours un effet dévastateur sur les familles du monde entier, les

remises migratoires confirment leur rôle de planche de salut pour les populations pauvres et vulnérables, souligne Michal Rutkowski, directeur mondial du pôle Protection sociale et emploi de la Banque mondiale. Les mesures d'accompagnement et les systèmes nationaux de protection sociale doivent continuer de favoriser l'inclusion de toutes les communautés, y compris les migrants», lit-on dans un communiqué de la Banque mondiale de mi-mai 2021.

En juin, dans ses « Perspectives économiques » de la région, la Banque mondiale constate que les conditions économiques extérieures se sont améliorées depuis le début de l'année. La hausse des prix des produits de base a accru les recettes publiques et les envois de fonds des migrants restent importants, ce qui aide à maintenir les dépenses de consommation au Honduras, au Salvador, à la Jamaïque, au Guatemala et au Nicaragua. Le nombre de touristes étrangers ne représente qu'une infime fraction des niveaux pré-Covid dans une grande partie des Caraïbes, mais en République dominicaine et au Mexique, il est remonté ces derniers mois à près de 50 % des niveaux antérieurs.

Le PIB régional devrait progresser de 5,2 % en 2021, moyennant un déploiement plus rapide des vaccins dans la plupart des pays, un allègement des restrictions de déplacement, des retombées positives de la situation dans les économies avancées et une hausse des prix des produits de base. La croissance devrait ralentir à 2,9 % en 2022. Le retour de la production aux niveaux pré-COVID sera lent dans une grande partie de la région. En 2022, selon les prévisions, le PIB régional par habitant sera inférieur de 1,5 % au niveau de 2019.

Depuis la mi-mai 2021, la Banque mondiale relève que les envois de fonds vers la région Amérique latine et Caraïbes auraient progressé de 6,5 % en 2020, pour atteindre 103 milliards de dollars. Après la chute brutale des remises migratoires en volume au deuxième trimestre de 2020, liée à la pandémie, les transferts ont rebondi aux troisième et quatrième trimestres.

Le redressement de l'emploi aux États-Unis, même si le pays n'a pas encore renoué avec les niveaux pré-COVID, explique la hausse des envois de fonds vers le Mexique, le Guatemala, la République dominicaine, la Colombie, l'El Salvador, le Honduras et la Jamaïque, puisque la grande majorité des travailleurs émigrés de ces pays y sont installés.

Selon la dernière édition de la note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement, les envois de fonds officiellement enregistrés vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont atteint 540 milliards de dollars en 2020, soit à peine 1,6 % de moins qu'en 2019, quand ils étaient ressortis à 548 milliards de dollars. Tout compte fait, les risques de détérioration prédominent encore, notamment : les campagnes de vaccination sont plus lentes que prévues, constat d'une recrudescence des cas de COVID-19, des réactions défavorables du marché aux difficultés financières et perturbations liées aux tensions sociales et aux catastrophes naturelles. La durabilité de la reprise dépend fortement de l'endiguement de la pandémie.

La viabilité des finances publiques suscite une inquiétude grandissante, sachant que la dette publique brute a atteint 64 % l'année dernière et que la dette extérieure est également montée en flèche. Les perturbations liées aux catastrophes naturelles continuent de poser un risque pour la région. À plus long terme, l'absence de mesures visant à réparer les dommages causés par la pandémie, notamment en investissant dans l'infrastructure et les nouvelles technologies, assombrirait les perspectives, selon la Banque mondiale.

Lilia Burunciuc, nouvelle directrice des opérations de la BM pour les Caraïbes



Lilia Burunciuc, directrice des opérations de la Banque Mondiale pour les Caraïbes

La Banque mondiale vient de nommer Lilia Burunciuc nouvelle directrice des opérations de la banque pour les pays des Caraïbes. Elle est en poste à Kingston, en Jamaïque, depuis le 1er juillet 2021. Avec sa vaste expérience en matière de développement, elle apportera notamment son appui à Laurent Msellati, le représentant de la BM en Haïti actuellement.

De nationalité moldave, elle a rejoint la Banque mondiale en 1996 et a occupé des postes de direction dans plusieurs pays et régions du monde, notamment en Europe et Asie centrale ainsi qu'en Afrique subsaharienne. Avant d'être nommée à son poste actuel, Mme Burunciuc occupait le rôle de directrice des opérations de la Banque mondiale pour les pays d'Asie centrale, informe un communiqué de la Banque mondiale.

«Je me réjouis de cette opportunité de poursuivre et approfondir le partenariat de la Banque mondiale avec les Caraïbes, afin d'accroître leur résilience et de les aider à aborder les défis de développement les plus pressants auxquels ils sont confrontés», confie Lilia Burunciuc.

«Sur le plan économique, les petits États des Caraïbes dépendant du tourisme ont été particulièrement affectés par la pandémie de Covid-19. Je suis déterminée, dit-elle, à travailler en étroite

collaboration avec nos partenaires locaux, qu'il s'agisse des gouvernements, des acteurs du secteur privé ou de la société civile, afin d'appuyer une reprise verte, résiliente et inclusive pour la région.»

Dans son communiqué, la Banque mondiale précise que Lilia Burunciuc a acquis une vaste expérience de la conduite de dialogue politique avec les gouvernements sur différents aspects du développement. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle était vice-gouverneur de la Banque nationale de Moldavie (la banque centrale moldave). Elle est titulaire d'un master en administration publique de l'université George Washington et d'une maîtrise d'économie, gestion et planification de l'Université technique de Moldavie.

Mme Burunciuc, dans son nouveau rôle de directrice des opérations pour les Caraïbes, supervisera la mise en œuvre du programme de la Banque mondiale, qui comprend un portefeuille de 75 projets en cours, représentant un engagement de 2,7 milliards de dollars s dans 13 pays, financés par l'Association internationale de développement (IDA), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), ainsi que divers fonds fiduciaires.

Afin de développer la résilience régionale, le programme de la Banque mondiale s'appuie aussi sur des axes transversaux, notamment l'adaptation au changement climatique et son atténuation, le développement du capital humain, la viabilité des politiques budgétaires, la transformation numérique, la protection financière, la gestion des risques naturels, l'agriculture et l'économie bleue. La Banque mondiale fournit également une grande variété de services analytiques et de conseils dans la région.

Un salon de l'emploi pour l'intégration des personnes handicapées

Réalisé en date du 29 mai 2021 par le Bureau du Secrétaire d'État à l'intégration des personnes handicapées (BSEIPH) avec le support technique de CEDEL HAÏTI et le support financier de la Banque mondiale et l'ambassade du Japon, le salon de l'emploi pour les personnes handicapées a été une occasion pour les autorités de réfléchir sur l'intégration des personnes handicapées conformément aux prescrits de la loi de 2012. Et, c'était aussi l'occasion de travailler avec certaines entreprises de la place en vue de faciliter leur intégration dans certaines institutions commerciales, industrielles, de service, agricole et de production du pays.



Photo crédit: CEDEL HAÏTI

La question de l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail en Haïti constitue un véritable problème. D'après la loi de 2012, les entreprises haïtiennes devraient intégrer des personnes handicapées au sein de leur institution selon un quota fixé par cette dernière.

Cette loi, en son article 44, fait obligation à tout établissement agricole, de service, commercial ou industriel, de compter parmi son personnel des personnes handicapées, sur la base de leurs qualifications et aptitudes pour les tâches à exécuter. La loi de 2012 stipule qu'une entreprise de 21 à 50 employés doit engager au moins une personne handicapée. Cependant, malgré l'existence de cette loi, très peu de ces personnes travaillent dans nos institutions (publiques et privées).

D'après les chiffres du salon ; un total de 196 candidats (tes) à l'emploi ont participé au salon. Un total de 22 entreprises et institutions ont été présentées

à ce salon de l'emploi. Et 310 entretiens ont été réalisés par les entreprises et institutions présentes avec les personnes handicapées. Ces entretiens ont été réalisés dans l'objectif de permettre à ces personnes de décrocher un emploi.

Parmi ces 22 entreprises présentes, 21 d'entre elles ont pu réaliser des entretiens avec les candidats (tes). Certains d'entre eux ont pu même passer des entretiens dans plusieurs institutions selon leur qualification respective.

Ce fut aussi une occasion pour les organisateurs de réaliser des séances de formations pour ces candidats en prélude au salon. Ces formations se portaient sur les techniques de l'employabilité telles que : les techniques de base pour la réalisation d'un bon entretien d'embauche, comment préparer une lettre de motivation et un curriculum vitae.

Il faut tout de même mentionner que les institutions

publiques et agricoles étaient les grandes absentes de ce salon d'emploi. En outre, les entreprises les plus connues et les plus importantes du pays n'étaient pas présentes lors du salon. Les organisateurs formulent le vœu de voir un jour au moins chaque institution compte une personne handicapée comme employé.

Pour y parvenir, ils se donnent pour tâche de faire le suivi auprès des institutions qui étaient présentes au salon de l'emploi et qui ont réalisé des entrevues en

vue de s'assurer de l'intégration de ces candidats (tes) dans une institution soit comme employé ou soit comme stagiaire.

Selon des données des Nations unies, environ 10% de la population mondiale, soit 650 millions de personnes vivent avec un handicap. En Haïti, les chiffres tournent autour de 800.000 personnes, soit 10% de la population d'Haïti. Les handicapés représentent la plus grande minorité à travers le monde.

Brèves

A 14,5% en mai, l'inflation maintient sa tendance baissière en rythme annuel

L'Indice Général des Prix à la Consommation (IPC, base 100 en 2017-2018) a accusé en mai 2021 une hausse de 1% en rythme mensuel, ce qui constitue une faible augmentation par rapport à la variation mensuelle de 0,9% du mois d'avril, informe l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) dans « Le coin de l'IPC », sa rubrique mensuelle. En outre, comparé aux fortes accélérations de l'année dernière l'IPC continue sa décélération en glissement annuel atteignant une hausse 14,5% en mai contre 16% le mois précédent.

Selon l'IHSI, l'augmentation mensuelle de l'IPC résulte surtout du comportement des fonctions de consommation : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (1 % sur un mois et 17,5 % sur un an), "Articles d'habillement et chaussures" (1,5 % sur un mois et 16,2 % sur un an), "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (1,4 % sur un mois et 12,8 % sur un an) et "Santé" (2,1 % sur un mois et 23 % sur un an).

La Covid-19 pourrait faire perdre plus de 4 000 milliards de dollars au tourisme

L'organisation mondiale du Tourisme et la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) ont informé que l'effondrement du tourisme international dû à la crise sanitaire de coronavirus pourrait entraîner une perte de plus de 4 000 milliards de dollars pour le PIB mondial sur les années 2020-2021. Selon l'OMT, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a diminué d'environ 1 milliard, soit de 74%, entre janvier et décembre 2020. Pour le premier trimestre de 2021, le baromètre du tourisme mondial de l'OMT prévoit une baisse de 84%.

Le tourisme mondial est au bord du gouffre. L'OMT et la CNUCED se mettent ensemble pour attirer l'attention des acteurs sur l'effondrement de ce secteur. Dans leur rapport conjoint, les deux agences onusiennes ont fait savoir, le 30 juin 2021, que l'effondrement du tourisme pourrait coûter plus de 4 000 milliards de dollars à l'économie mondiale.

La FAO alerte contre la faim dans le monde

La pandémie de Covid-19 a contribué à une envolée du nombre de personnes confrontées à la faim et aura des effets à long terme sur la sécurité alimentaire mondiale, avertit l'agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). C'est une des conséquences de la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19. La faim dans le monde a augmenté de 18% en un an selon l'agence spécialisée des Nations unies FAO.

"En 2020, entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde ont été confrontées à la faim, soit environ 118 millions de personnes de plus qu'en 2019", rapporte la FAO dans ce document publié avec le concours du Fonds international pour le développement de l'agriculture, de l'Unicef, du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la santé.

La BNDA décaisse ses premiers prêts

La Banque nationale de développement agricole (BNDA) a réalisé, le 14 juin 2021, ses premières opérations de crédit. Lancée le 14 janvier 2021, cette banque dessert ses premiers clients au niveau du Bureau agricole communal de Croix-des-Bouquets. Il s'agit, dit-on, d'un premier pas vers un long chemin. Pour le début des opérations cinq produits financiers sont déjà disponibles dans les différents points de service. Il s'agit de crédits de production agricole, d'élevage, de transformation, de commercialisation et d'équipements.

La BNDA effectue ses premières opérations de crédit. Après une longue période d'attente, la BNDA a décaissé ses premiers prêts. Ces transactions ont été effectuées à la Direction départementale agricole de l'Ouest (DDAO), local qui héberge également, le Bureau agricole communal (BAC) de Croix-des-Bouquets. Une grande satisfaction pour le président du conseil d'administration de cette institution, Faude Joseph qui a évoqué le travail colossal accompli de janvier 2021 à aujourd'hui en vue de l'opérationnalisation de l'institution et un ouf de

soulagement pour les premiers clients et des milliers d'autres qui s'appêtent à déposer leurs dossiers de demande de prêt.

Premier recul des prix mondiaux des produits alimentaires depuis 12 mois

En juin, les prix mondiaux des produits alimentaires ont reculé pour la première fois depuis 12 mois, selon un rapport de référence des Nations Unies publié, le 8 juillet 2021. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 124,6 points en juin, cédant 2,5 % par rapport à mai, mais reste supérieur de 33,9 % à son niveau enregistré l'année dernière à la même période. Selon l'agence onusienne, il s'agit de la première baisse de l'indice après 12 mois consécutifs de hausses mensuelles.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires suit l'évolution des prix internationaux des produits alimentaires les plus couramment échangés dans le monde. Le recul enregistré en juin s'explique par la baisse des prix des huiles végétales, des céréales et, plus modérément, des produits laitiers, qui a plus que compensé la hausse globale des cours de la viande et du sucre.

L'Indice FAO des prix des huiles végétales a perdu 9,8 pour cent au cours du mois, tombant ainsi à son niveau le plus bas depuis quatre mois. Ce recul non négligeable en glissement mensuel s'explique principalement par la baisse des prix internationaux des huiles de palme, de soja et de tournesol.

Retrouvez toutes les éditions de
DevHaiti sur
www.ahjedd.org
www.papyrushaiti.com

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.